

International

CRISES AU MOYEN-ORIENT : LES ENJEUX POUR L'UNION EUROPÉENNE

Pierre Carène

01/12/2017

Comment expliquer les crises qui traversent le Moyen-Orient ? En partenariat avec EuroCité, Pierre Carène se penche sur les remous qui agitent cette région. Entre l'accroissement des inégalités sociales, l'explosion démographique et les questions climatiques, les pays du Moyen-Orient doivent faire face à de véritables défis qui ne sont pas sans conséquence pour l'Union européenne.

Le Moyen-Orient : aux racines de la crise

La guerre se poursuit en Syrie, en Irak, en Libye et au Yémen. Les processus de paix sont enlisés, les tensions géopolitiques vives, et la crise migratoire ne fait que s'amplifier. La menace sécuritaire est également palpable en Europe, où plusieurs pays sont victimes d'attaques terroristes revendiquées par Daech. Le drame humanitaire est d'une ampleur sans précédent. Les conséquences économiques et sociales se font sentir dans toute la région et jusqu'au cœur de l'Union européenne (UE).

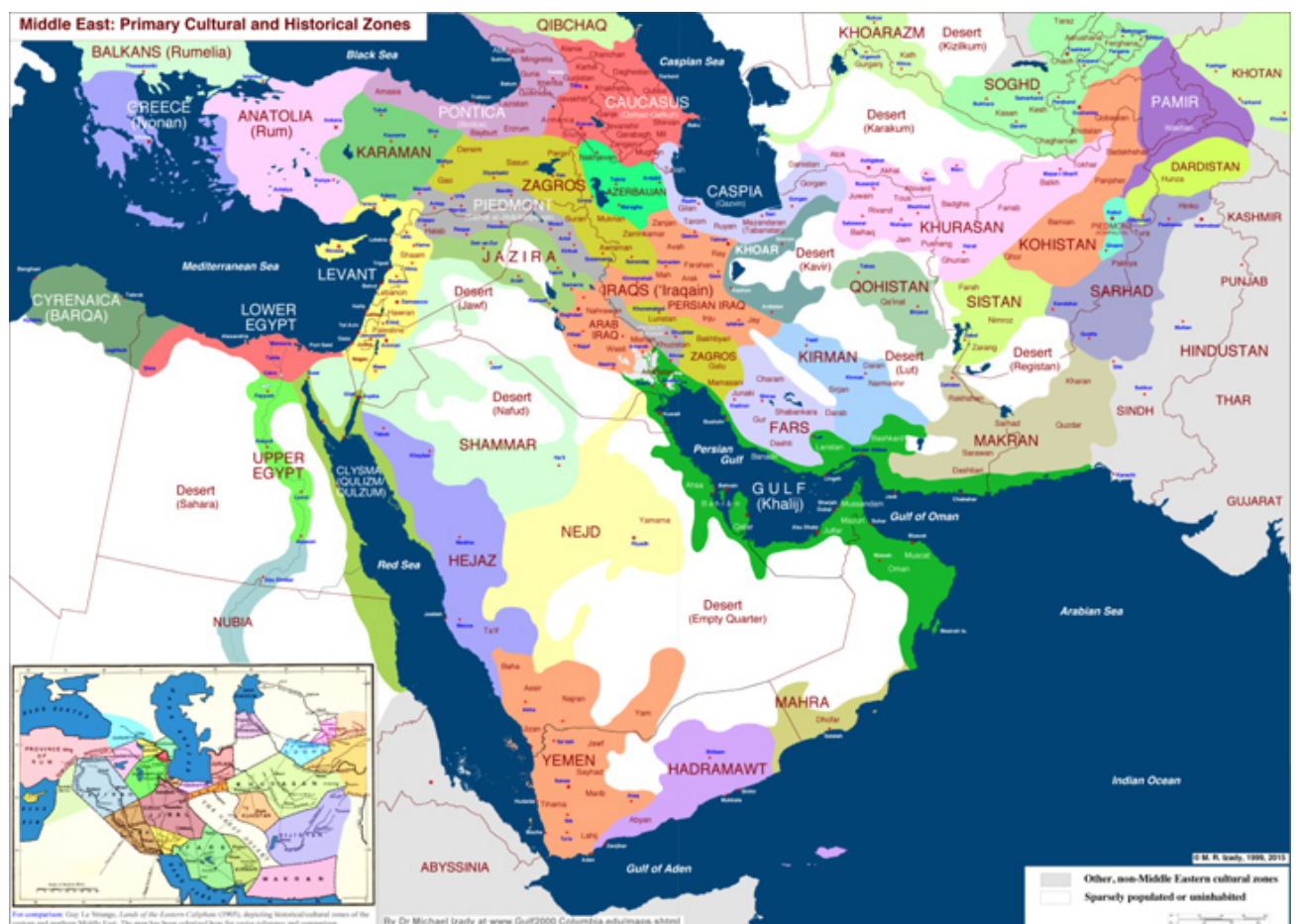
Quelles sont les causes profondes de cette situation, faite de multiples conflits ? De quelle façon la crise au Moyen-Orient influence-t-elle les sociétés européennes, et quelles solutions peuvent être envisagées par l'Union, ses pays membres et sa société civile au sens large ?

Les commentaires et analyses publiés dans la presse tendent à insister sur une crise de société, au cœur de laquelle se trouveraient l'islam, l'autoritarisme et le pétrole. Les solutions proposées vont du rejet catégorique de toute responsabilité au vœu pieux d'une action humanitaire à grande échelle. Le débat public semble souvent aussi essoufflé que le processus de paix.

Souvent ignorés, plusieurs facteurs annexes doivent aujourd'hui être pris en compte pour comprendre une crise à l'impact grandissant sur la stabilité du continent européen, et qui ne donne aucun signe d'apaisement. La première partie de cet article en explore trois : les inégalités sociales, la démographie et les changements environnementaux, puis examine les enjeux

concomitants pour l'UE. S'ensuivra, en deuxième partie, une réflexion sur les possibilités d'action de l'Union face à la crise, dans le cadre d'une diplomatie éthique dont la société civile, les États et les institutions de l'Union pourraient être les acteurs conjoints. Région diverse par ses cultures, religions, langues et ethnies, le Moyen-Orient s'étend, selon les définitions, de l'Iran à l'Égypte et de la Turquie à la péninsule arabique. Bien que souvent perçue comme essentiellement musulmane et arabophone, la région est d'une grande diversité culturelle.

De fait, le Moyen-Orient est plus **une notion géopolitique créée par l'Occident** qu'une réalité sociale. Il s'agit néanmoins d'une région en proie à une crise sans précédent dans l'histoire moderne. En raison de l'imbrication profonde de ses acteurs, elle doit être aujourd'hui appréhendée dans son ensemble. Cette crise touche l'ensemble de la région, et les causes communes à ses différents aspects appellent des réponses, elles aussi, communes.



Ci-dessus : Zones culturelles historiques au Moyen-Orient (carte : Dr Michael Izady)

Après l'invasion de l'Irak en 2003 par les armées américaines et leurs alliés, l'ouest du pays a

rapidement sombré dans l'insurrection, puis dans la déliquescence après le retrait des forces d'occupation. Les printemps arabes ont mené en Syrie à une révolution dont la répression a tourné au massacre, puis à la guerre civile. Depuis 2014, Daech mène une guerre sur plusieurs fronts en Irak et en Syrie ainsi qu'une confrontation avec le monde occidental, fédérant divers groupes et groupuscules armés en Europe et sur le continent africain, pour tenter d'y faire régner la terreur. Le groupe a revendiqué plusieurs attentats, dont ceux du 13 novembre 2015 à Paris.

En Égypte, au Liban et dans les territoires occupés par Israël, la tension est à son comble, la pauvreté rampante et l'insécurité endémique. Des pays jusqu'à récemment considérés comme stables tels la Turquie ou le Bahreïn font l'expérience de troubles profonds. Pour tenter de rétablir l'ordre public, leurs gouvernements privilégient une approche autoritaire et se radicalisent, à l'instar de ceux qu'ils cherchent à combattre.

La coalition saoudienne au Yémen est symptomatique de cette impuissance que cache difficilement le recours excessif à la force. Elle tente en vain de mettre un terme à la division du pays, profitant de ce prétexte pour asseoir son autorité sur la région et revendiquer le leadership du monde arabe. Ce faisant, les rivalités avec l'Iran s'exacerbent, sans véritablement permettre de rapprochement avec le grand rival israélien. Les mollahs ne font aucun effort pour apaiser la situation, attisant les rivalités avec le régime de Riyad et multipliant les provocations envers Israël, dont la politique répressive envers les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza provoque régulièrement des attaques meurtrières, celles-ci engendrant alors une politique répressive, et ainsi de suite...

Comment en est-on arrivé à un tel paroxysme de tensions, de confrontations et d'insécurité ?

Le Moyen-Orient a toujours été une région de rivalités acerbes et de ressources limitées. Étreinte entre Orient et Occident, la région a perdu à l'âge classique son monopole sur le commerce de la route de la soie en raison de l'ouverture de voies de circumnavigation maritime. Lors de la révolution industrielle, s'ajoutèrent des pressions commerciales en provenance de pays européens désormais plus productifs, et dont les relations d'affaires se portèrent en priorité sur les communautés chrétiennes. Ces facteurs ont durablement mis à mal l'équilibre socio-économique de la région, dont le système politique confessionnel s'est progressivement révélé désuet. À l'ère moderne, la colonisation occidentale et l'apparition absconse de structures de gouvernance modelées sur l'État-nation européen ont accentué les tensions pré-existantes entre communautés ethniques et confessionnelles.

Aujourd'hui, s'ajoutent trois facteurs souvent ignorés par la presse et les commentateurs : les

inégalités sociales, l'explosion démographique et les changements environnementaux.

Facteurs furtifs de la crise : inégalité, démographie et environnement

Inégalités et autoritarisme

L'autoritarisme des gouvernements du Moyen-Orient a longtemps été toléré par l'Occident, en réponse aux enjeux sécuritaires que connaît la région : les démocraties européennes et américaines préféraient des États stables à leurs frontières. Survécurent des régimes largement autocratiques, alliés aux États-Unis et à l'UE, ou du moins tolérés. Pour exemple, la coalition réunie par l'Arabie saoudite pour combattre les extrémistes Houthis au Yémen rassemble les forces armées de **la plupart des pays arabes de la région**. Aucun n'est une démocratie et plusieurs sont des dictatures militaires. Tous ont des relations diplomatiques et commerciales avec les États-Unis et l'UE, et aucun n'est menacé de sanctions malgré les bombardements de civils et **le drame humanitaire** qu'ils entraînent.

À l'origine de ces régimes autoritaires, se trouve une société profondément inégalitaire dont le conservatisme social est exacerbé par les pressions sécuritaires. Les États et institutions privées considérés comme des vecteurs de stabilité et d'opportunités commerciales favorisent le *statu quo*. Au fur et à mesure que l'incertitude croît au Moyen-Orient, la concentration des richesses augmente et la classe moyenne disparaît pour laisser place à une société à deux vitesses, où n'existe ni l'égalité des chances ni la liberté d'expression.

Depuis le début de la crise syrienne, on observe de la part des pouvoirs en place au sein des principales puissances régionales (Israël, Arabie saoudite, Turquie, Iran) une tendance à durcir les récits nationalistes, ainsi que leurs relations diplomatiques mutuelles. On constate notamment la prégnance d'idéologies exclusives, guidant de façon pérenne le récit national. La guerre des mots s'accompagne d'un contrôle croissant sur les médias, d'une insistance sur la production ou l'acquisition d'armement, ainsi que d'une économie de guerre.

Les conséquences de ces évolutions sont dramatiques : malgré la croissance de la richesse agrégée, les indicateurs de développement social tardent à évoluer, laissant la région en proie à un conservatisme autoritaire qui se retrouve à tous les échelons de la société, depuis le sommet de l'État jusqu'au **cœur des communautés locales et des familles**.

Transition démographique : une jeunesse désorientée

Cette évolution politique s'accompagne de la transition démographique en cours : une baisse simultanée de la fécondité et de la mortalité (en particulier maternelle et infantile), ainsi qu'un allongement de la durée de vie. Il en résulte une augmentation brutale de la population, qui se stabilise à terme avec une répartition plus équilibrée de la population par tranche d'âge. Cette évolution vers une population plus âgée et plus nombreuse, que l'Europe connut sur la durée des XIX^e et XX^e siècles, est aujourd'hui en plein essor au Moyen-Orient, de façon beaucoup plus rapide. En effet, la région a vu sa population multipliée par cinq depuis 1950. Si la France avait suivi la même tendance, elle aurait aujourd'hui près de 160 millions d'habitants.

Ce chiffre est plus élevé encore dans le Golfe, où la moitié de la population a moins de 20 ans. La transition démographique est, quant à elle, plus avancée en Afrique du Nord, mais les populations y restent jeunes et continuent à croître rapidement, en raison de la pression sociale envers la procréation et de l'allongement de la durée de vie.

Cela crée une situation très instable, avec un pourcentage important de jeunes hommes sans emploi ni logement, et donc sans perspectives de mariage (un engagement pour lequel situation professionnelle et bien immobilier sont souvent requis). Dans des sociétés encore très conservatrices, c'est là un facteur de honte et d'exclusion sociale, mais aussi de frustrations génératrices d'instabilité et de conflits sociaux.

Le surpeuplement vient s'ajouter aux inégalités sociales pour créer des situations aberrantes d'exclusion, observées dans la prolifération des résidences fermées et des villes nouvelles réservées aux riches. C'est le cas notamment au Caire, aujourd'hui délaissée par le gouvernement au profit d'une ville nouvelle destinée aux élites nanties et aux sièges de corporations internationales (Capital Cairo, à 50 kilomètres à l'est). Un projet similaire, New Cairo, vieux d'à peine vingt ans, avait déjà épuisé des ressources qui auraient pu bénéficier aux populations locales. On retrouve ce cas de figure en Cisjordanie avec les colonies, dans le Golfe avec les résidences sécurisées omniprésentes dont certaines sont aujourd'hui de petites villes, mais aussi sur la côte turque et dans les grandes villes iraniennes.

La jeunesse des pays du Moyen-Orient pourrait pourtant être un atout : elle constitue une réserve de main-d'œuvre et d'énergies entrepreneuriales potentiellement fécondes. Encore faut-il que cette jeunesse ait accès à l'éducation, **un défi de plus en plus saillant**, en particulier dans les pays dont la structure étatique est en déliquescence.

Changements environnementaux : point de rupture

Pour envenimer cette situation déjà très préoccupante, les changements climatiques de ces dernières décennies ont un effet délétère sur les **ressources en eau, qui diminuent** d'année en année. Ces tensions s'expriment d'une façon similaire sur les terrains agricoles, provoquant un déficit d'accès à l'indépendance alimentaire de populations encore largement rurales, **notamment en Syrie**. La question de l'accès aux **eaux du Tigre et de l'Euphrate** attise les tensions entre la Turquie et ses voisins depuis plusieurs années, un état de fait dont les populations kurdes font les frais. Les pays de la région ont aujourd'hui recours au **dessalement d'eau de mer** pour répondre à leurs besoins de consommation, ce qui a un coût financier et environnemental exorbitant. Les pays du Golfe se préoccupent également de leur sécurité alimentaire en achetant des terres arables **en Turquie, en Afrique, et même aux États-Unis**.

Les ressources essentielles diminuent donc, alors que la pression démographique se fait de plus en plus pressante : l'offre baisse alors que la demande est en pleine croissance. Dans de telles conditions, il est compréhensible que la compétition soit féroce, et que le coût social d'une situation de pénurie aggravée soit élevé. L'exode rural en Syrie en est un exemple notable : provoqué par les mauvaises récoltes dues aux **sécheresses successives entre 2006 et 2010**, il a lourdement **pesé sur le déclenchement de la crise** en 2011.

On peut constater une situation équivalente dans la région du Sahel, où l'ensemble des populations qui vivaient traditionnellement du Lac Tchad se trouvent appauvries par son assèchement. Il existe un lien entre cette crise des ressources et le banditisme terroriste de groupes armés réunis sous la bannière d'un commandement se déclarant islamique, mais il est mal exploré et peu mentionné dans la presse internationale.

Les enjeux pour l'Union européenne et l'Occident

Réponses émotionnelles : compassion et angoisse

Alors que la guerre en Syrie avait laissé les populations européennes largement indifférentes pendant plus de trois ans, l'arrivée en masse de réfugiés syriens à partir de 2014 a provoqué un débat sur la possibilité et la nécessité de leur accueil. La dimension éthique touche les foules émues par certaines images choquantes, mais la peur de l'étranger et la réticence à encourir le coût matériel et social de l'intégration poussent les gouvernements à enfreindre leurs propres engagements internationaux.

L'Europe semble de surcroît en proie à une angoisse collective face au terrorisme, ressentie dans leur chair par les sociétés civiles de plusieurs pays suite aux multiples attaques meurtrières de ces dernières années. La conscience collective cherche une explication à cette violence vécue comme une pieuvre tentaculaire menaçant la paix du continent. La présence du terrorisme excite les pires craintes et attise le conservatisme, l'intolérance et les relents xénophobes. Les médias relaient avec alarme les exactions de groupes tels que Daech (« État islamique » auto-proclamé), Boko Haram, Al Shebab ou Ansar Al Sharia, dont les noms changent régulièrement. Leurs revendications prennent en otage les normes religieuses de leurs communautés, mais ils révèlent aussi, sinon surtout, la réalité d'un banditisme permanent dans une région qui échoue à former un contrat social fonctionnel.

Une partie du public européen, particulièrement dans les pays d'accueil et anciennes puissances coloniales (souvent les mêmes pays), se sent envahie et pénétrée d'une crainte existentielle de voir sa propre culture disparaître au profit de l'islam, vu comme une force conquérante et étrangère. Le développement rapide de sites d'information en ligne et des réseaux sociaux accentue ce processus.

Réalité factuelle : contagion des conflits et crise de durabilité

Le terrorisme dit « islamiste » qui s'est attaqué à l'Occident par le biais d'attentats meurtriers nécessite assurément une réaction des pays européens. La question est de savoir laquelle. La possible perception d'une attaque concertée de la part des sociétés du Moyen-Orient envers l'Europe ne trouve que peu de fondement dans la réalité. Les attentats commis sur le sol européen l'ont été en grande majorité par des ressortissants natifs des pays visés (notamment en France, en Belgique et au Royaume-Uni), et les groupes terroristes qui les soutiennent au Moyen-Orient sont des hors-la-loi, haïs par les sociétés locales qu'ils terrorisent au premier chef.

Les déflagrations de violence observées en Europe et revendiquées par les groupes armés qui s'identifient à la bannière de Daech sont donc bien plus le fait des répercussions des conflits nés de la déliquescence d'États autoritaires que d'un élan agressif de la part du Moyen-Orient dans son ensemble envers l'Europe.

Il ne s'agit pas ici de proposer une étude en profondeur des rapports entre terrorisme, crise humanitaire et déliquescence de l'autorité étatique, mais d'ouvrir une discussion sur un troisième niveau d'analyse s'ajoutant à la lecture sécuritaire d'une crise de civilisation et à la critique post-coloniale. La suggestion ici faite est que la superstructure sociale des sociétés moyen-orientales échoue à s'ajuster aux effets combinés de la croissance démographique et de la crise

environnementale. Ce déséquilibre joue un rôle important dans l'effondrement de sociétés alors livrées au banditisme et au crime, dont Daech n'est que l'appendice le plus visible.

Ce phénomène de déliquescence s'observe bien au-delà du croissant fertile. Au Sahel et en Afrique de l'Est, la crise humanitaire et environnementale s'aggrave. La liste est longue des États qui ont perdu le contrôle de pans entiers de leurs territoires et/ou populations : Soudan du Sud, Éthiopie, République Centrafricaine, bassin du lac Tchad, Mali, Niger. Le sud libyen échappe à toute autorité, ainsi que l'ouest égyptien et plusieurs portions des déserts soudanais, tunisiens et algériens. Ces zones sont toutes des foyers de criminalité où de nombreux groupes armés se réclament du djihad (cités plus haut) et/ou se déclarent plus ou moins directement affiliés à Daech, tout en poursuivant leurs activités criminelles et meurtrières.

Au Sahel comme au Moyen-Orient, la paix demeure possible, mais elle a comme prix le développement sain et durable de régions dont les équilibres sociaux et environnementaux sont gravement menacés. Les sociétés européennes ont un rôle à jouer dans ce développement, par leur influence économique, politique, et par la façon dont le récit médiatique appréhende ces crises complexes.

Vers une stratégie concertée

La crise actuelle au Moyen-Orient est généralement comprise comme étrangère à l'UE. Sa présence dans l'espace public européen relève souvent d'une focalisation sur quelques points de frictions (comme la "jungle" de Calais ou la frontière hongroise) qui donnent aux citoyens le sentiment que la question des réfugiés se limite au traitement de personnes se trouvant déjà sur leur sol. C'est pourtant, selon le Haut Commissariat aux réfugiés des Nations unies, un total de 20 millions de personnes qui sont actuellement déplacées en Syrie, en Irak et au Yémen, auxquelles s'ajoutent des dizaines de millions directement touchées par la guerre, déplacées internes, ou en attente d'aide humanitaire.

L'ONU prévoit une augmentation de la population du Moyen-Orient de 60% d'ici à 2050, soit 150 millions de personnes en plus. **Les projections pour l'Afrique** sont encore plus inquiétantes : sa population doublera, ajoutant 1,2 milliards de personnes à un continent dont de nombreux écosystèmes sont déjà proches ou au-delà du point de saturation. L'Europe peut-elle accueillir ces dizaines de millions de personnes, si cela s'avérait nécessaire?

Quelles peuvent être les conditions de règlement des conflits au Moyen-Orient, alimentés par la raréfaction des ressources et l'explosion démographique et attisés par les haines communautaires

? Comment l'Europe peut-elle gérer la tension latente qui perdure entre ses populations historiquement autochtones et celles issues de l'immigration post-coloniale ? Cette tension chronique menace aujourd'hui de faire éclater le contrat social humaniste consacré par la **Convention européenne des droits humains**, et vient alimenter un affrontement racial et culturel qui ne peut bénéficier qu'aux apôtres de l'autoritarisme, qu'ils soient laïcs ou religieux.

Pour l'Union européenne, il s'agit donc de ces trois enjeux:

- Comment gérer une population déplacée de plusieurs millions de personnes à ses portes ?
- Que faire face à un conflit qui s'éternise et se nourrit de la déliquescence des structures sociales ?
- Comment assumer un passé colonial qui, souvent par la violence, a mené des populations aux cultures très différentes à vivre ensemble aujourd'hui ?